

## Et la Grèce a dit "non"

B.  
BOUSSEMART

3 juillet  
2015

Des sacrifices ? Les Grecs ont déjà beaucoup donné



Quelques réflexions sur la "crise" grecque. J'ai entendu des absurdités du type : "les français comprennent maintenant et s'opposent à ce "référendum" ; il y a plus pauvre que les grecs en Europe, comme les roumains, les slovaques ... ; et ce n'est pas à eux, ni à nous de payer pour ces grecs qui ne font aucun effort".

Je rêve !!!

Un peu d'histoire récente est nécessaire pour relativiser tout cela.

La crise commence avec Reagan et Thatcher ; ils imposent leur modèle libéral, et le font valider par l'Union Européenne, dans le cadre d'une division internationale du travail où il s'agit de profiter au maximum de l'exploitation des forces de travail du Tiers Monde. Avec comme exemple type, les industries de main d'œuvre, qui permettent d'obtenir à bas prix des produits textiles/habillement, au départ ; puis avec l'entrée dans l'OMC de la Chine, de généraliser à l'ensemble de l'industrie ce modèle, avec les conséquences que l'on connaît en Europe, mais également aux EU : délocalisations, chômage, désindustrialisation ... et économie de plus en plus financière.

Ceci tombe très bien pour les EU et le Royaume-Uni, qui se sont spécialisés sur ces "créneaux" de la finance : en d'autres termes, des activités nuisibles, qui ne servent à rien, sinon à spéculer comme les populations américaine et européenne ont pu le constater dans diverses crises (2008, 2011, aujourd'hui ...).

Ce modèle est difficilement validé en Europe, et notamment en France, où le référendum s'achève par un "non" aux modifications des traités européens allant dans le sens d'une libéralisation débridée, sans volet social ... Les gouvernements français (successifs - UMP/LR et PS) se sont assis sur le vote des français, et ont validé les mécanismes de la monnaie unique sans comprendre qu'une monnaie implique tout un ensemble de conditions économiques, politiques, fiscales, sociales etc .... Puisque Reagan et Thatcher vous assuraient que le marché allait suppléer à toutes les régulations étatiques alors en place en Europe, et notamment les régulations permettant de sauvegarder le modèle social européen au regard du modèle anglo-saxon.

Ces incohérences se traduisent par un double constat :

- Dans une économie ouverte (au libre échange, à la concurrence sans autre règle que le marché ... Mais c'est quoi, le marché ?), la tendance "naturelle" est l'ajustement vers le bas, pour rester compétitif. Schröder l'a immédiatement compris en Allemagne, économie dépendant fortement des exportations mondiales, et le "social-démocrate" a pris toute une série de mesures visant à restaurer la "compétitivité" de l'économie allemande, avec la baisse des salaires, la remise en cause des acquis sociaux ... En d'autres termes, du Thatcher bis, relayé bientôt par Merkel, et accentué. Non mais ! Ce ne sont quand même pas les salariés qui vont faire la loi dans la question du partage des salaires et des profits. Car sur le fond, il s'agit bien d'une remise en cause du partage des richesses entre le capital et le travail, qui se traduit très prosaïquement par la montée en puissance des grandes fortunes partout dans le monde. Parmi les plus riches du monde, des gens comme le patron d'Inditex-Zara, qui a fait fortune dans l'habillement, et exploité au maximum l'ensemble de la main d'œuvre textile mondiale. Mais on

trouve également des pays européens qui se sont fait leur "trou", en spécialisant leurs économies sur la fiscalité différentielle, comme l'Irlande, la Belgique, le Luxembourg (n'est-ce pas, Mr Jean-Claude Juncker) ... Des micro états vivant de la rente financière !!! Et qui veulent donner des leçons de démocratie ... La France a su résister longtemps, lorsque la droite était au pouvoir, et que la gauche contestait ce pouvoir. Cette gauche politicienne (le PS) qui a utilisé à fond les problèmes économiques que rencontraient tous les jours les français pour se faire élire. Et oublier (comme le résultat du référendum) immédiatement leur programme ! Hollande est le président (il ne mérite pas une majuscule) le plus "traître" à ses engagements électoraux. C'est le petit factotum de Merkel et des américains. Rien de bien glorieux. Et qui se sert (comme les autres gouvernements libéraux) des turpitudes ayant mené aux conflits "pseudo" de civilisation, comme dirait le sous-factotum Valls, pour détourner l'attention des vrais problèmes que rencontrent de plus en plus les français : chômage, perte de pouvoir d'achat, lois liberticides ...

- Toute l'Union Européenne veut mettre au pas les salariés à la sauce libérale, en appliquant partout les mêmes "réformes" qui doivent nous sortir de l'ornière économique dans laquelle les gouvernements nous ont mis. Il suffit de voir partout les mêmes recettes appliquées pour

**Si vous ne vous méfiez pas  
des médias, ils vous  
feront aimer l'opresseur et  
détester l'opprimé.  
Malcom X**

revenir aux bonnes dispositions "libérales". Quelles sont en effet les mesures jugées "bonnes" par l'Union Européenne pour figurer parmi les bons élèves : allongement de l'âge de la retraite (68 ans en Irlande, réforme en Italie, 67 ans en Espagne, en cours en France – voir les mesures Macro-Rebsamen) ; attaques sur le SMIC (modification des règles de calcul du salaire minimum en Irlande, liberté de baisser les salaires en Espagne, en cours en France avec Macron et Rebsamen) ; attaques sur les règles des licenciements (assouplissement du droit de licenciement en Irlande, mise en place du contrat de travail unique en Italie, allègement des contraintes de licenciement en Espagne et au Portugal, plafonnement des indemnités en cas de licenciement abusif en France ...) ; attaques sur les acquis des travailleurs (baisse des indemnité de chômage en Irlande, réformes des retraites en Italie, suppression de certains jours de congés payés/fériers au Portugal, assouplissement du code du travail en Espagne, lois Macron et Rebsamen en France ...) ; "libéralisation" des professions protégées (en Italie, en France en Espagne et au Portugal) ; TVA sociale (Irlande, France – un peu, Italie, Portugal) ; baisse des coûts de la protection sociale pour les firmes (CICE en France), coupes drastiques dans les dépenses de l'Etat (non remplacement de fonctionnaires partant à la retraite ... ; dérégulation de secteurs entiers de l'économie, au profit des firmes) ... Incroyable mais vrai. Toutes ces mesures ont une seule fonction : donner le pouvoir aux firmes par rapport aux salariés, et remettre en cause dans toute l'Union Européenne les acquis sociaux issus des luttes de la fin du XIXème siècle et du XXème siècle. Aux oubliettes les maîtres des forges qui ont conduit aux guerres mondiales, à l'industrie chimique qui a été "stimulée" par ces conflits ... aux oubliettes les guerres locales qui permettent de vendre des "rafales", de promouvoir les industries liées aux TIC (drones armés, espionnage, atteintes aux libertés individuelles ... ). Vive le modèle étatique américain de l'après 11 septembre ... Beau modèle de "démocratie" ...

Ces sacrifices, les grecs ont déjà beaucoup donné (comme les autres peuples européens), avec une baisse des revenus, des retraites, une augmentation du chômage ... Et l'Union Européenne (avec le FMI) en demande encore : le peuple grec n'est pas encore assez à genoux ? Il faut faire un dernier exemple. Pauvres français – c'est vous les prochains : vous avez déjà des baisses de revenus, du chômage, etc ... Tout cela n'est pas suffisant : d'ailleurs, votre dette atteint ce dernier mois pratiquement 100% du PIB. Vive les résultats du tandem Hollande-Valls. Des nuls en économie ? Mais non ; ils font la politique que le patronat veut appliquer partout dans le monde, et dans l'Europe qui avait réussi à se préserver jusque la dernière crise (2008, amenée par les

spéculations américano-britanniques). Et vous voulez ça ?

J'espère que les grecs vont résister, et donner une leçon de démocratie à tous nos journaloux à la petite semaine qui glosent à longueur "d'éditos" sur les autres pauvres européens (vous savez, mon bon monsieur, les slovaques sont bien plus pauvres que les grecs ... et vous voulez que les slovaques paient pour les grecs !!!). Bonne manière de poser la mauvaise question. L'idéologie patronale dans tous ses excès. Attention quand les exploités vont comprendre !!!

J'espère que ce petit billet va y contribuer.

»» <http://richessem.eklablog.com/art-185-et-la-grece-a-dit-non-a118064548>